

OAS ET «NOSTALGÉRIE»

Ceux qui voulaient bloquer l'Histoire

Comment l'aveuglement de la communauté dite européenne d'Algérie l'a conduite massivement dans les bras de l'OAS, puis sur les chemins de l'exode, et de quelle manière cette cécité perdure encore chez les survivants.

Plus d'un demi-siècle après l'indépendance, dix ans après la loi de février 2005 glorifiant le colonialisme, les revanchards et les nostalgiques de «l'Algérie française» n'ont pas désarmé. Certains d'entre eux poussent même l'impudeur jusqu'à célébrer le culte des anciens terroristes de l'OAS et à nier la marche de l'Histoire, avec l'entretien de ce mythe, de ce souvenir que les historiens résument par la «Nostalgie». C'est la conclusion accablante qu'un de ces historiens, Alain Ruscio, a tirée de ses recherches sur les derniers soubresauts de l'oppression colonialiste.

Son livre, intitulé *Nostalgie, l'interminable histoire de l'OAS*, est une évocation fouillée et documentée de cette organisation criminelle qui voulait «bloquer l'Histoire».

Le public était convié, mercredi dernier, à mieux connaître l'œuvre et l'auteur, au cinéma La Clef à Paris, une salle d'avant-garde. L'Association française d'amitié et de solidarité avec les peuples d'Afrique (Afaspa) qui inaugurerait sa saison cinématographique 2015-2016 avait tenu à évoquer cette douloureuse, et omniprésente page d'histoire, en associant le livre et le cinéma.

Le film documentaire de Djamel Zaoui *L'OAS, un passé très présent*, projeté en deuxième moitié de soirée, complétait parfaitement le propos de l'écrivain, qui était de dénoncer un danger toujours présent (voir encadré). L'historien Alain Ruscio n'est pas un nouveau venu dans ce domaine, puisqu'il se consacre depuis longtemps à l'histoire de la colonisation, et notamment aux mythes et mensonges entretenus autour d'elle.

Il s'est d'abord intéressé aux anciennes colonies d'Indochine, avant de s'orienter vers l'Algérie, poussé par la persistance d'opinions et d'attitudes cultivant la nostalgie au mépris des réalités. C'est ainsi qu'il a codirigé un ouvrage collectif sur la période coloniale et ses mythes⁽¹⁾, et qu'il a publié en 2011 un pamphlet contre la glorification de la colonisation⁽²⁾. Dans ce nouvel ouvrage, il démonte l'un des mensonges entretenus par les militants de la «Nostalgie» autour de l'Organisation de l'armée secrète (OAS) et de ses chefs. Il s'attache à montrer comment l'aveuglement de la communauté dite européenne d'Algérie l'a conduite massivement dans les bras de l'OAS, puis sur les chemins de l'exode, et de quelle manière cette cécité perdure



Photo : DR

encore chez les survivants. Pour Alain Ruscio, si la guerre d'Algérie s'est terminée officiellement en 1962, «elle n'est pas terminée pour tout le monde».

Cette guerre, qui a commencé en réalité en 1832, lors du débarquement français à Sidi-Ferruch, «se continue dans la France d'aujourd'hui», et en particulier par les hommages et l'érection de stèles en mémoire des derniers suppôts de la colonisation.

L'auteur s'emploie aussi à rappeler opportunément que cette OAS, qui a réenclenché la spirale de la violence dans les derniers mois de la guerre, ne se limitait pas à ses hommes armés, mais avait ses relais dans les plus hautes sphères du pouvoir. Alain Ruscio

consacre ainsi tout un chapitre à certaines personnalités de la droite française qui ont pactisé avec l'OAS, comme l'ancien président Giscard d'Estaing. C'est d'ailleurs ce dernier qui a amnistié et réhabilité les derniers chefs et responsables de l'OAS qui étaient encore sous le coup de poursuites judiciaires. «Il faut dire, note l'historien, que l'éducation et les traditions familiales de Valéry Giscard d'Estaing le liaient à l'Histoire coloniale. Son père, Edmond Giscard d'Estaing, avait été l'un des piliers du «parti colonial» et avait d'ailleurs bâti une partie de la fortune familiale sur les plantations d'hévéas en Indochine.»

Alain Ruscio note encore à propos du personnage et de ses amitiés politiques que l'an-

Par Ahmed Halli

ancien président refusa en 1961 de faire partie de la délégation française, en tant qu'expert financier, aux négociations avec le FLN. Il évoque, par ailleurs, l'itinéraire singulier de certains autres membres de l'OAS qui ont intégré des courants politiques, comme les lepénistes ou les sarkozystes.

Ce sont ces rescapés d'un groupe criminel qui entretiennent aujourd'hui un climat de guerre civile larvée et attisent la haine des Algériens, puis celle des musulmans plus récemment. Ces anciens nervis n'éprouvent aujourd'hui ni regrets ni remords pour leurs crimes passés, comme l'atteste le titre éloquent «Je ne regrette rien», donné à ses mémoires par l'un d'entre eux, Pierre Sergent. Alain Ruscio cite aussi l'exemple ahurissant de Pierre Montagnon, membre fondateur et actif de l'OAS, dont un ouvrage fut récompensé par... l'Académie française en 1985.

La conclusion de l'historien est accablante : «Les derniers dinosaures de l'OAS, les thuriféraires des "effets positifs de la colonisation française" jubilent. Ils ont en effet désormais des relais dans le monde politique, dans la société civile, en cette partie de la France qui tourne en rond depuis un quart de siècle.»

A. H.

(1) *Histoire de la colonisation. Réhabilitations, falsifications, instrumentalisation* (Paris, Ed. Les Indes savantes, 2007). Avec la participation, entre autres, de Mohammed Harbi, Gilles Manceron, et Gilbert Meynier.

(2) *Y a bon les colonies ? La France sarkozyste face à l'histoire coloniale, à l'identité nationale et à l'immigration* (Ed. Le Temps des cerises, 2011).

La résurgence de l'histoire coloniale dans la France contemporaine

La vraie question posée par cette situation n'est pas : pourquoi les anciens activistes et ultras persistent-ils dans leur aveuglement ? Tenter de les appeler à la raison serait — est — un combat perdu d'avance, et ce n'est certes pas l'ambition de ce livre. Les vraies questions sont : pourquoi sont-ils toujours écoutés, toujours entendus ?

Pourquoi une partie de la société française n'a-t-elle pas été atteinte par la décolonisation des esprits ? Pourquoi les notions de hiérarchie des «races», des civilisations, des cultures, des individus, qui ont leurs racines dans l'histoire coloniale, qui en furent le fondement et la «justification», persistent-elles dans des pans entiers de l'opinion française ?

Que des politiques, des journalistes, des intellectuels, des femmes et des hommes venus d'horizons idéologiques si différents convergent sur un point, cela ne peut être le fruit d'un hasard, cela ne peut pas ne pas avoir de signification sociologique, politique, historique. L'air du temps est à la réaction, au sens politique, non polémique du terme

(mouvement de refus d'une évolution jugée dangereuse, volonté de revenir à un certain passé par ailleurs mythifié). Lorsque la décolonisation s'est effectuée sur le terrain et que les peuples ont accédé à l'indépendance, on a pu penser un moment que l'idéologie coloniale, séculaire s'essoufflerait avec le temps et disparaîtrait devant la force des événements et l'évidence des indépendances.

Dans les années 1970 et 1980, ceux qui se raccrochaient à ce «bon vieux temps des colonies» étaient presque exclusivement des nostalgiques, plutôt âgés, que la démographie au fil des générations devait «naturellement» faire disparaître. Mais cette idéologie n'était que masquée, en quelque sorte en sommeil. En fait, elle n'est jamais morte.

On peut parler d'une résurgence, au sens que les géographes donnent à ce terme (une rivière enfouie sous terre qui réapparaît), plutôt que d'une résurrection.

A. H.

Publicité

Lettre ouverte à M. le ministre de la Justice

J'ai l'honneur de solliciter de votre haute bienveillance une intervention auprès des services compétents afin que justice soit rendue à un petit garçon et sa mère.

A l'époque des faits, il avait 4 ans et demi, il en a 7 à ce jour.

Les faits que je porte à votre connaissance, Monsieur le ministre, sont graves et ont porté atteinte à l'intégrité physique et morale de mon petit-fils et ma fille et je signale l'urgence de la situation.

Mon petit-fils a été maltraité et battu depuis l'âge de 18 mois par son père. Malgré ce traumatisme, il a pu s'intégrer dans la vie sociale grâce à l'aide de sa famille maternelle.

Au 1^{er} trimestre 2012, un changement s'est opéré dans le comportement de l'enfant.

Fin décembre 2012, mon petit-fils est rentré dans un mutisme total, lui qui parlait français et arabe. Il ne disait plus mot. J'ai appris que cet état était dû à une agression physique très violente de son père.

Ma fille étant en maladie de longue durée/Cnas (maladie chronique en psychiatrie), j'ai informé qui de droit, dont je relate-rais les faits si je suis sollicitée.

Il a continué à le battre et j'ai assisté à cette violence. J'ai

donc pris la décision et l'ai menacé de dépôt de plainte auprès du procureur de la République de ma circonscription.

Il a déménagé ; après 5 mois, j'ai pu le localiser dans un lieu isolé en dehors d'Alger aux pieds d'une montagne et déposer plainte auprès de Monsieur le Procureur général de la wilaya de son lieu de résidence, mais pour des raisons obscures, une personne censée représenter la loi l'a informé.

Le père de l'enfant ne cesse de mentir et détourner les faits alors qu'il y a urgence de soins adaptés à ma fille et mon petit-fils dont des certificats médicaux attestant de sa bonne santé mentale avant les faits (dossier médical complet de ma fille et de son fils en ma possession).

Il a inscrit mon petit-fils dans une école publique mitoyenne au domicile des grands-parents paternels à proximité de mon domicile dans le seul but d'obtenir un certificat de scolarité. Mon petit-fils est séparé de sa maman dont j'ignore le lieu de résidence. Il prétend par écrit même que ma fille n'est pas malade (dont une copie est en ma possession) et bien d'autres mensonges encore.

Une expertise médicale de ma fille et de mon petit-fils m'ayant été refusée et de par une interdiction de voir ma fille et mon petit-fils, je n'ai plus aucun contact avec mon petit-fils et ma fille

depuis 2013 à ce jour. Vous êtes, Monsieur le ministre, le seul recours de ma fille et de son fils.

Aucun enfant n'a subi ce qu'a enduré cet innocent.

Monsieur le ministre, vous seul pouvez décider de l'avenir d'un petit garçon qui parlait français et arabe, pétillant de vie et de vigueur et qui a essayé à sa manière d'attirer mon attention mais hélas, je ne pouvais imaginer qu'un père puisse maltraiter son fils au point de lui faire perdre la raison.

Monsieur le ministre, je vous sollicite afin qu'une commission d'enquête soit diligentée, excluant toutes les personnes concernées par ce dossier et dont je citerai les noms en temps opportun.

Monsieur le ministre de la Justice, je mets tout mon espoir, la vie et l'avenir d'un petit garçon et de sa mère entre vos mains et vous exprime toute ma gratitude et compte sur votre équité reconnue. Ne dit-on pas que celui qui fait du mal à un enfant fait du mal à toute l'humanité ?

Veuillez agréer, Monsieur le ministre de la Justice, l'expression de toute ma reconnaissance et mon profond respect.

**Madame E. Eudjama Cherifa,
Bab-Ezzouar**